

Les crédits

qué sur l'adaptation de la gestion avant les dernières élections.

Je vais vite parce que je sais que je partage mon temps de parole. Permettez-moi de conclure rapidement.

Finalement, ce que j'ai voulu faire valoir, c'est que le gouvernement n'a rien fait pour gérer le changement. Il a résisté, tergiversé, fait des études à outrance au cours des quatre dernières années et gaspillé ainsi un temps précieux dont il aurait pu profiter pour remettre le Canada sur pied et le préparer à faire face aux conditions économiques que nous connaissons maintenant. C'est un drame que ce gouvernement a perpétué et qu'il léguera aux Canadiens.

M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est): Monsieur le Président, il est intéressant d'écouter ces débats sur l'économie, parce qu'on nous fait surtout des beaux discours et qu'on ne nous propose vraiment aucune solution.

Si on songe à la situation économique actuelle du Canada, l'endettement national, c'est-à-dire des provinces, du gouvernement fédéral et des sociétés d'État, s'élève maintenant à environ 660 milliards de dollars, ce qui représente 95 p. 100 du produit intérieur brut. À titre de comparaison, c'est le même endettement que celui du Brésil ou du Venezuela. Quand la dette de la Nouvelle-Zélande a atteint 75 p. 100 du produit intérieur brut, on a déclaré ce pays en faillite. Récemment, nous avons vu ce qui se passe dans le budget de Terre-Neuve, de la Saskatchewan ainsi que dans celui de l'Ontario.

• (1345)

Comme nous le savons tous, la société Ontario Hydro à elle seule a une dette de 34 milliards de dollars. C'est une société en faillite.

Que nous dit le gouvernement? Il nous annonce, par exemple, que nos exportations de marchandises ont augmenté et qu'elles présentent un excédent de 9 milliards de dollars pour cette année. Ce qu'il oublie de mentionner, c'est que les opérations courantes, qui comprennent les échanges financiers, de marchandises et de services, connaissent un déficit de 30 milliards de dollars pour cette année.

Cela signifie que les Canadiens doivent emprunter 30 milliards de dollars à l'extérieur du Canada. Ils ne peuvent pas emprunter à leurs compatriotes. Ils doivent emprunter à l'étranger de sorte que notre dette extérieure atteigne maintenant la somme de 300 milliards de dollars.

Quelles sont les solutions? C'est ce que j'essaie de découvrir. Qu'est-ce que les partis de l'opposition et les ministériels proposent de faire pour remédier à cette crise? Ils parlent d'avoir davantage. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): En toute justice, je dois donner la parole à l'orateur précédent, le député de Cap-Breton-Highlands—Canso.

M. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Je partage l'inquiétude du député en ce qui concerne notre déficit, les déficits des gouvernements provinciaux et fédéral. C'est un très grave problème, un problème qui ne va pas se régler tout seul. C'est un problème auquel nous devons nous attaquer lorsque nous formerons le gouvernement; nous devons gérer les finances avec toute la prudence possible.

Je voudrais dire quelque chose rapidement. La meilleure façon de s'attaquer au déficit est de créer une économie en expansion, une économie compétitive, productive et en expansion. C'est cela l'adaptation et c'est là où le gouvernement a échoué. Il a échoué. Il a gaspillé quatre ans. L'économie a changé, mais le gouvernement n'a pas permis que les Canadiens évoluent avec l'économie. C'est pourtant ce qu'il faut faire pour avoir une économie forte, capable de financer les dettes contractées par ce gouvernement. C'est cela mon opinion, monsieur le Président.

[Français]

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, il me fait plaisir de participer à ce débat au sujet de l'économie et des politiques économiques.

Je pense qu'il est nécessaire, dans les dix minutes qui me sont allouées, de m'adresser précisément au sujet du débat. Tout comme l'a souligné mon collègue de Cap-Breton Highlands—Canso, il n'est pas facile de trouver des solutions au grave problème de la dette et du déficit.

Il est toutefois important à ce moment-ci de comprendre qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème qui concerne les gouvernements fédéral et provinciaux, les corporations de la Couronne ou Hydro Ontario qui a une dette élevée, comme le disait le député de Calgary, mais il s'agit d'un problème qui nous concerne tous, Canadiens et Canadiennes. Nous devons donc trouver des solutions aux problèmes, non seulement en ce qui touche la dette, mais aussi au déficit qui augmente chaque année, et ce, à tous les paliers de gouvernement.

[Traduction]

Je pense que nous avons atteint un point, au Canada, où l'on peut dire sans exagérer que l'état de nos finances